



Extrait du Presse-toi à gauche !

<http://www.pressegauche.org/Elles-se-dotent-d-une-plate-forme-politique>

Un pas de plus pour les Premières Nations du Québec et  
du Labrador

# Elles se dotent d'une plate-forme politique

- Communiqués -



Date de mise en ligne : lundi 12 novembre 2007

---

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

---

**C'est à l'occasion d'une rencontre des Chefs des Premières Nations du Québec et du Labrador réunis à Montréal qu'a été lancée la plate-forme politique des Premières Nations. Un an après la tenue du Forum socioéconomique de Masteuiatsh et devant le peu de résultats concrets sur lesquels il a débouché, les chefs des Premières Nations ont décidé d'aller de l'avant, de faire un pas de plus. Et pas n'importe lequel !**

## Qui sait ?

Qui sait que dans les 43 communautés des Premières Nations du Québec et du Labrador, il se vit une terrible crise du logement ?

Et qui sait qu'il leur manque pas moins de 8800 unités d'habitation alors que près de 40% de celles dont ils disposent devraient être rénovées, et que le rythme actuel de construction suffit à satisfaire à peine 15 % de la demande ?

Qui sait que chez les Autochtones du Québec, la pauvreté, le chômage et les emplois précaires riment avec le quotidien des communautés ? Et qui sait que 52% de la population des Premières Nations en âge de travailler demeure aujourd'hui sans emploi, que 32% des jeunes connaissent le chômage (3 fois plus que les Allochtones), que 60% des adultes ont un revenu annuel de 20 000\$ et que 61,8% des femmes des Premières Nations disposent d'un revenu inférieur à 10 000\$ ?

Qui sait que tous les indicateurs d'éducation et de santé des membres des Premières Nations sont inférieurs à ceux du reste de la population canadienne ? Et qui sait qu'ils connaissent une espérance de vie moins grande (un écart moyen de 6,5 ans), une mortalité infantile plus élevée, un pourcentage de la population souffrant d'obésité plus marqué (52% des enfants, 42% des adolescents, 67% des adultes, 81% des aînés), de plus hauts taux de diabète (le double !) et de tuberculose (10 fois supérieur) ; sans parler du fait que plus de 48% des membres des Premières Nations n'ont pas complété leurs études secondaires alors que 26% seulement n'y sont pas parvenus au sein de la population canadienne ?

## Rien ne semble vouloir changer

On le voit : pour les communautés des Premières Nations, les problèmes urgents ne manquent pas, et pourtant au-delà des discours de circonstances des gouvernements provincial et fédéral, rien ne semble vouloir changer, comme si le statu quo était leur seul objectif. Un an après les espoirs soulevés par le Forum socioéconomique de Masteuiatsh, pratiquement aucun des gros dossiers (logement, travail, éducation) n'a avancé.

Quant au gouvernement fédéral conservateur, c'est pire encore : non seulement c'est lui qui traîne le plus la patte notamment sur la question du logement, mais encore il vient de refuser de signer la déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, en apparaissant dorénavant en tête de file des gouvernements "anti-autochtones". Ce n'est pas peu dire : même Paul Martin, l'ex Premier ministre libéral n'en revenait pas, taxant la situation des Premières Nations au Canada de "honte nationale".

Et c'est parce que les Premières Nations en avaient assez d'attendre et de se comporter, comme le disait le grand Chef des Premières Nations du Québec et du Labrador, Ghislain Picard, en "quêteuses" qu'elles ont décidé de se doter d'une plateforme politique. Pour mieux se positionner et se faire entendre !

## Qu'est-ce que les Premières Nations veulent ?

Il n'est pas inutile, surtout quand on est citoyenNE du Québec, de se rappeler ce que veulent les Premières Nations du Québec.

Bien sûr elles veulent que leur soit formellement reconnu le droit à l'autodétermination, ainsi que l'ont fait récemment les Nations Unies. Mais qu'est-ce que cela veut dire, si ce droit-là n'est aussi important soit-il par ailleurs n'est pas assorti d'une reconnaissance de l'autonomie gouvernementale, et d'un accès aux ressources et territoires ? Et qu'est-ce que cela veut dire, si n'est pas abolie dans le même temps la Loi sur les Indiens, loi d'inspiration coloniale qui, depuis 1876, maintient les membres des Premières Nations sous la tutelle fédérale, comme des citoyenNES de seconde classe ?

Il y a donc pour les Premières Nations des éléments incontournables, et c'est ce que s'emploie à rappeler la plateforme politique : 1) la reconnaissance des gouvernements des Premières Nations ; 2) l'accès aux ressources et aux territoires ; 3) l'abolition de la Loi sur les Indiens ; 4) la mise en route d'un plan d'action organisé autour de grands objectifs concrets, notamment 10 000 emplois, 10 000 diplômés, 10 000 logements pour les Autochtones.

## Une reconnaissance d'égal à égal

Mais plus encore, ce qui est en jeu c'est la façon dont les Premières Nations interpellent la société allochtone : en tant que premierEs habitantEs des Amériques et peuples fondateurs, ce n'est pas d'abord des programmes ou des subventions qu'ils et elles veulent, ce n'est pas non plus qu'on les aide sur le mode paternaliste, en les regardant bienveillamment du haut des richesses matérielles et techniques que nous considérons être les nôtres. Ce n'est pas non plus de s'accrocher coûte que coûte à certains droits de chasse ou de pêche ou à la possibilité de ne pas payer de taxes sur la réserve, bribes de droits en lambeaux qui ne sont que le revers d'une tutelle qui continue à peser sur eux et elles. Ce n'est pas enfin qu'on "éteigne" leurs droits ancestraux en les achetant contre monnaies sonnantes et trébuchantes. Ce qu'ils et elles veulent c'est qu'on les reconnaisse comme d'authentiques nations, sur la base des droits qui sont les leurs et dont ils et elles ont été spoliés par le passé. C'est donc qu'on leur donne les moyens d'acquérir dans la dignité qu'on reconnaît à unE égalE une véritable autonomie en tant que peuples, c'est-à-dire des territoires et des ressources (qu'ils et elles pourront gérer ou cogérer) et qui leur permettront de vivre selon leurs propres aspirations. Ici et maintenant, avec toutes les difficultés qui sont les leurs, mais aussi avec toutes les volontés de changement et de dépassement qui les habitent, toutes les traditions dont ils et elles souhaitent garder la mémoire.

Et pourquoi au Québec ne le ferait-on pas ? Le droit à l'autodétermination et la volonté d'autonomie des peuples ne sont-elles au coeur des valeurs qui sont les nôtres et dont nos propres politicienNES se revendiquent continuellement ? N'est-ce pas le propre même de la démocratie que d'aspirer à la souveraineté, c'est-à-dire à la liberté pour les peuples d'obéir aux lois qu'ils se donnent et se choisissent ? N'est-ce pas ce que le Québec n'a au moins une bonne partie de celui-ci veut aussi pour lui-même, et depuis si longtemps ?

## Ce que nous y gagnerions

## Elles se dotent d'une plate-forme politique

---

Il y aurait là quelque chose de tout à fait passionnant à tenter. Oui, c'est cela : établir de nouveaux rapports avec les descendantEs des premierEs habitantEs des Amériques, sur la base d'une égalité qu'on leur reconnaîtrait au point de départ et qui permettrait d'en faire des partenaires autonomes, chaque fois plus autonomes.

Nous n'y perdrons rien. Tout au contraire, nous y gagnerions une coexistence harmonieuse et le fait d'être plus en accord avec nos valeurs proclamées. Mais surtout, nous nous donnerions les moyens d'installer au cœur même de nos sociétés cette diversité et cette différence qui, parce qu'on se donne les moyens de l'entendre, est la seule qui enrichit. En cette époque d'homogénéisation néolibérale et de saccage de la biosphère, n'est-ce pas là une nécessité vitale ?